

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article2193>

CommuniquÃ© du LKP : IL FAUT NATIONALISER LA SARA

- Dossier spÃ©cial LKP - Expressions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 5 mars 2015

Mis Ã jour le : jeudi 5 mars 2015

UGTG.org

Communiqué du LKP : IL FAUT NATIONALISER LA SARA

Le prix du baril de brut est passé depuis juin 2014 de 115 dollars à 45 dollars en février 2015 soit une baisse de plus de 60%.

Dans le même temps, le prix des carburants en Guadeloupe a baissé seulement de 15% sur cette même période. Et ils continuent de nous faire croire que **le prix des carburants est calculé sur le cours du brut. MANTI A YO !**

Le prix des carburants est fixé par la Sara et validé par le Préfet pour garantir aux compagnies pétrolières leurs marges bénéficiaires annuelles, négociées avec le ministre du budget. Voilà donc une entreprise privée en situation de monopole qui voit ses bénéfices garantis par l'Etat.

Et pour mieux nous arnaquer, ils font dans le chantage prétendant qu'il faut garder ce système mafieux pour préserver les emplois dans les stations service. Pour rappel, les 42 000 pompistes de France ont été licenciés et les prix ont pas baissé à la pompe. **YO KA MANTI !**

La SARA ne fournit aucun document comptable au Préfet (d'ailleurs jusqu'ici, elle donnait ce qu'elle voulait sans aucun contrôle de l'Etat) ; et pourtant ce même Préfet arrive à prendre un arrêté pour augmenter le prix des carburants sans aucune donnée ni sur les coûts d'achat, ni sur la provenance des produits, ni sur les quantités achetées, etc. **INCROYABLE ! NOU ADAN ON ASOSIASYON A MALFA-**

Le décret LUREL, tout comme le décret PENCHARD avant lui, n'est qu'un écran de fumée pour mieux nous arnaquer et pérenniser la profitation alors que les compagnies pétrolières continuent à acheter du carburant dans la Caraïbe (îles vierges américaines, Aruba, Trinidad et Tobago) à des prix défiant toute concurrence, qu'ils nous revendent au coût de production de la SARA Martinique.

L'Etat et les Collectivités de Guadeloupe sont donc en réalité les garants de cette profitation.

Plus que jamais : EXIGEONS LA MISE EN PLACE D'UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC D'APPROVISIONNEMENT ET DE DISTRIBUTION DE CARBURANT.

Pour LKP

E.DOMOTA

LKP - Lapwent à Maws 2015